



Wallonie



Service public
de Wallonie

Demande de permis d'urbanisme dispensée du concours d'un architecte autre que les demandes visées aux annexes 5 à 8

CADRE RESERVE A LA COMMUNE OU AU FONCTIONNAIRE DELEGUE

Demandeur

Objet de la demande

Référence dossier

Cadre 1 - Demandeur

Personne physique

Nom :Prénom :.....

Adresse

Rue :n° boîte.....

Code postal :..... Commune :.....Pays :.....

Téléphone :Fax :.....

Courriel :.....

Personne morale

Dénomination ou raison sociale : **CLUB ALPIN BELGE, Fédération Francophone d'Escalade, Alpinisme et Randonnée**

Forme juridique : **ASBL**

Adresse

Rue : **Avenue Albert 1er, 129**

Code postal : **5000 NAMUR**

Téléphone :

Courriel :

Personne de contact

Nom : Prénom : **DEWEZ Joseph**

Qualité : **Responsable Rochers du CAB**

Téléphone : **0483 / 046 126**

Courriel : **rochers@clubalpin.be**

Auteur de projet

Nom : Prénom : **DEWEZ Joseph**

Dénomination ou raison sociale d'une personne morale : **CLUB ALPIN BELGE**

Forme juridique : **ASBL**

Qualité : **Responsable rochers du CAB**

Adresse : **Avenue Albert 1er, 129**

Code postal : Commune : Pays : **5000 NAMUR BELGIQUE**

Téléphone : **0483 / 046 126**

Courriel : **rochers@clubalpin.be**

Cadre 2 – Objet de la demande

Description succincte du projet :

Présenter les actes et travaux projetés et, en cas de démolition, l'affectation de la parcelle après exécution de ces actes et travaux

Régularisation de l'aménagement de voies d'escalade sur les rochers du Calvaire à Bomal-sur-Ourthe.

Le placement d'ancrages permanents (broches ou pitons) dans la paroi pour assurer la sécurité des grimpeurs est considéré depuis 2011 comme une « installation fixe » donc soumise à permis d'urbanisme.

Pas d'autre « installation fixe ».

Si la mise en œuvre du projet est souhaitée par phases, la description de ce phasage :

L'équipement des voies d'escalade a été en grande partie réalisé dans les années 1990 et début 2000. Il ne reste qu'à vérifier et parfois compléter l'équipement en place. Ceci pourra être réalisé en 2 ou 3 jours.

Cadre 3 - Coordonnées d'implantation du projet

Lieu-dit rocher du Calvaire

Rue : **rue Champoutre, au bout de la rue**

Commune : **6941 DURBUY (Bomal-sur-Ourthe)**

Liste des parcelles cadastrales concernées par la demande

Si le projet concerne plus de cinq parcelles, joindre une vue en plan reprenant l'ensemble des parcelles

	Commune	Division	Section	N° et exposant	Propriétaire
Parcelle 1	DURBUY	4	A	649H	Commune
Parcelle 2					
Parcelle 3					
Parcelle 4					
Parcelle 5					

Le Club Alpin Belge a une convention avec la ville de Durbuy, propriétaire autorisant l'accès au rocher et son utilisation comme site d'escalade sous réserve d'obtention des permis et autorisations nécessaires.

Le rocher n'occupe qu'une petite partie de la parcelle (l'extrémité Sud)

Existence de servitudes et autres droits :

Le rocher est repris dans la réserve Herbet-Ravenne gérée par Natagora, demande d'agrément introduite par Natagora en 2021

Cadre 4 - Antécédents de la demande

AUCUN

Cadre 5 - Situation juridique du bien

Liste des documents du CoDT qui s'appliquent au bien et précision du zonage

- Schéma de développement territorial si application de l'article D.II.16 du CoDT : **sans objet**
- Plan de secteur : **zone forestière avec intérêt paysager**
- Carte d'affectation des sols : **sans objet**
- Schéma de développement pluricommunal : **sans objet**
- Schéma de développement communal : **sans objet**
- Schéma d'orientation local : **sans objet**
- Guide communal d'urbanisme : **sans objet**
- Guide régional d'urbanisme : **sans objet**

Si le projet est soumis aux normes relatives à la qualité acoustique des constructions, dont celles situées dans les zones B, C, et D des plans de développement à long terme des aéroports régionaux, joindre le formulaire Dn.

- Permis d'urbanisation : **sans objet** Lot n°: **sans objet**
- Bien comportant un arbre – arbuste - une haie remarquable : **sans objet (vérifié dans application CIGALE)**
- Bien soumis à la taxation des bénéfices résultant de la planification **NON**
- Site à réaménager, site de réhabilitation paysagère et environnementale, périmètre de remembrement urbain, de rénovation urbaine, de revitalisation urbaine, zone d'initiative privilégiée : **NON**

Pour la région de langue française, en application du Code wallon du Patrimoine

- site - site archéologique - monument - ensemble architectural - inscrit sur la liste de sauvegarde **NON**
- site - site archéologique - monument - ensemble architectural - classé **NON**
- site - site archéologique - monument - ensemble architectural - soumis provisoirement aux effets du classement **NON**
- site - site archéologique - monument - ensemble architectural - figurant sur la liste du patrimoine immobilier exceptionnel **NON**
- zone de protection **NON**
- bien repris pastillé à l'inventaire régional du patrimoine **NON**
- bien relevant du petit patrimoine populaire qui bénéficie ou a bénéficié de l'intervention financière de la Région **NON**
- bien repris à l'inventaire communal **NON**
- bien visé à la carte archéologique pour autant que les actes et travaux projetés impliquent une modification de la structure portante d'un bâtiment antérieur au XXe siècle **NON**
- bien visé à la carte archéologique, pour autant que les actes et travaux projetés impliquent une modification du sol ou du sous-sol du bien **NON**
- bien visé par un projet dont la superficie de construction et d'aménagement des abords est égale ou supérieure à un hectare **NON**

Cadre 6 – Liste et motivation des dérogations et écarts

Lorsque la demande implique une dérogation au plan de secteur ou aux normes du guide régional d'urbanisme, ou un écart à un schéma, à une carte d'affectation des sols, aux indications d'un guide d'urbanisme, ou au permis d'urbanisation, la justification du respect des conditions fixées par les articles D.IV.5 à D.IV.13. du CoDT

Le Club Alpin Belge demande une dérogation au plan de secteur sur base de l'argumentation suivante :

La parcelle se situe en zone forestière dans un périmètre avec intérêt paysager. L'installation d'ancrages sécuritaires et la pratique elle-même de l'escalade ne peuvent être directement considérées comme étant en rapport avec la sylviculture ou la conservation de l'équilibre écologique (Art D.II.37 du CoDT) même si, dans le cadre du permis d'environnement, des mesures sont prises en faveur de la biodiversité comme mentionné dans la notice d'évaluation appropriée des incidences (Ann 5 de la demande de permis unique).

La dérogation est sollicitée sur les bases suivantes :

- a. Article D.IV.6 du CoDT : L'équipement actuellement en place date des années 1990 et la pratique de l'escalade a même commencé auparavant (dans les années 1960) et s'est poursuivie jusqu'à ce jour avec quelques interruptions. Cette pratique de l'escalade est donc bien antérieure au CWATUPE, à l'établissement des plans de secteurs et au CoDT.**
- b. Article D.IV.11 : la demande a pour objet un équipement d'intérêt général (équipement communautaire), mais qui ne fait pas partie des équipements repris dans les articles D.IV.22 ni D.IV.25.**

En effet, les rochers équipés représentent l'infrastructure sportive nécessaire à la pratique d'une activité de plein air, à savoir l'escalade, faisant partie du patrimoine culturel de la Wallonie, reconnue par les autorités publiques et ayant des effets bénéfiques sur la santé mentale, psychologique et physique des pratiquants.

Cet équipement est géré par le CAB (Club Alpin Belge), fédération sportive de type ASBL, qui est reconnue par la Fédération Wallonie-Bruxelles (Adeps) et ne poursuit aucun intérêt commercial.

Cet équipement (ainsi que toutes les autres falaises en Wallonie, gérées par le CAB, la KBF (équivalent néerlandophone) et l'UBS (Union Belge de Spéléologie) sont à la disposition du public pour une cotisation annuelle très raisonnable (actuellement 110 euro pour un adulte et 65 € pour un jeune jusque 23 ans). Cette cotisation donne également droit à une assurance couvrant la responsabilité civile et les frais médicaux.

Il est également, sur demande, à disposition des pompiers, militaires, policiers, protection civile, etc. dans le cadre de leur entraînement. Il en va de même pour les groupes scolaires ou les stages sportifs Adeps, même si la difficulté des voies ne se prête pas à une initiation.

- c. Article D.IV.13 Para 1 : il n'est pas possible de pratiquer l'escalade en site naturel autre part que sur les rochers. La presque totalité des rochers en Wallonie se trouvent repris soit en zone naturelle, soit en zone forestière. La première affectation de ces zones est le maintien et l'amélioration du milieu naturel ou l'exploitation forestière, mais ne doit pas exclure, au cas par cas, une autre affectation secondaire comme la pratique de l'escalade en plein air, comme cela est prévu dans l'objectif III du SDER (Schéma Développement Espace Régional) qui est de veiller à mettre en place les infrastructures permettant la pratique sportive, ce qui dans le cas de l'escalade en milieu naturel nécessite d'autoriser l'escalade sur certains rochers.**
- d. Article D.IV.13 Para 2 °: la pratique de l'escalade sur le site ne compromet pas l'affectation première du site en zone naturelle ou forestière selon la gestion globale faite par le gestionnaire (Natagora) désigné par la ville de Durbuy dans le respect des directives Natura 2000 (ce site se trouvant aussi en zone Natura 2000) et selon le plan de gestion explicité dans la demande d'agrément comme réserve naturelle. Le CAB collabore d'ailleurs avec Natagora pour l'aider à gérer les parties trop escarpées où seule une gestion sur corde est possible.**

Article D.IV.13 Para 3°: les affleurements rocheux font partie du patrimoine non bâti de la Wallonie et doivent donc être valorisés dans le respect général des sites. Ils sont aussi une partie importante du paysage et les mesures de dégagement prises pour la pratique de l'escalade mettent en valeur le rocher, même si la base de celui-ci reste en partie cachée aux promeneurs et touristes de Bomal vu la présence d'une bande forestière le long du chemin. Le site a fait l'objet en 2019 d'un projet Life afin de dégager complètement le sommet des rochers et le site du Calvaire lui-même.

Cadre 7 - Code de l'Environnement

La demande comporte (joindre en annexe):

- Une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement (annexe 5 à la demande de permis unique)**
- Une étude d'incidences sur l'environnement

Cadre 8 – Décret relatif à la gestion des sols

Vérifier les données relatives au bien inscrites dans la banque de données au sens du décret du 1er mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols.

Joindre en annexe le formulaire, dûment complété et accompagné des documents requis, tel que visé en annexe 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols. **Voir annexe 8 à la demande de permis unique**

Cadre 9 - Décret relatif à la voirie communale : création, modification ou suppression de voirie(s) communale(s)

- Non => SANS OBJET**
- Oui : description succincte des travaux.....

Joindre en annexe le contenu prévu par l'article 11 du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale ou l'autorisation définitive en la matière.

Cadre 10 – Décret relatif à la performance énergétique des bâtiments

La demande comporte (joindre en annexe):

Le ou les documents requis en vertu du décret PEB et de ses arrêtés

AUCUN BATIMENT - SANS OBJET

Cadre 11 – Formulaire statistique

Respecter la législation fédérale en matière de formulaire statistique.

Cadre 12 – Réunion de projet

Selon l'article D.IV.31 §1^{er}, le porteur du projet PEUT solliciter la tenue d'une réunion de projet. Concernant cette demande particulière, le CAB a posé la question à la responsable urbanisme de la ville de Durbuy.

La demande comporte (joindre en annexe) :

- Le procès-verbal non décisionnel de la réunion lorsqu'une réunion de projet a été réalisée
- La preuve de la demande d'une réunion de projet obligatoire en vertu du CoDT, si cette réunion de projet a été sollicitée et qu'elle ne s'est pas tenue dans les 20 jours de la demande

Cadre 13 - Annexes à fournir

La liste des documents à déposer en quatre exemplaires est la suivante :

X un plan de situation représentant le projet dans un rayon de 200 mètres du projet et qui figure :

X l'orientation ;

X les voies de desserte avec indication de leur statut juridique et de leur dénomination ;

l'implantation, la nature ou l'affectation des constructions existantes dans un rayon de 50 mètres du projet ;

X l'indication numérotée des prises de vues du reportage photographique ;

Ce plan est en début du reportage photographique (annexe 9 demande de permis unique)

X un reportage photographique en couleurs qui permet la prise en compte du contexte urbanistique et paysager dans lequel s'insère le projet et qui contient au minimum :

La particularité du site ne permet pas exactement les prises de vue identifiées ci-dessous, mais les photos permettent une bonne compréhension du contexte du projet.

deux prises de vues, l'une à front de voirie, montrant la parcelle et les immeubles la jouxtant, l'autre montrant la ou les parcelles en vis-à-vis de l'autre côté de la voirie ;

au moins trois prises de vues afin de visualiser les limites du bien concerné et les constructions voisines ;

lorsque le projet implique l'application des articles D.IV.5 à D.IV.13 du CoDT ou lorsque le projet est situé dans un périmètre d'intérêt paysager, au moins trois prises de vue différentes éloignées qui permettent de visualiser le contexte paysager d'ensemble dans lequel s'insère le projet, avec indication sur la photographie du lieu d'implantation du projet ;

X l'occupation de la parcelle, représentée sur un plan, qui figure :

- X** les limites de la parcelle concernée ; **reprises sur le plan en début d'annexe 9**
- le cas échéant, l'implantation des constructions existantes sur la parcelle, à maintenir ou à démolir ;
- le cas échéant, l'implantation des constructions projetées, l'indication des matériaux de parement des élévations et de couverture des toitures ;
- les servitudes du fait de l'homme sur le terrain ;
- l'aménagement maintenu ou projeté du sol de la parcelle concernée, en ce compris les zones de recul, les clôtures de celle-ci, les aires de stationnement pour les véhicules, l'emplacement, la végétation existante qui comprend les arbres à haute tige, les haies à maintenir ou à abattre, ainsi que les arbres remarquables, les plantations ;
- le cas échéant, les mesures éventuelles à prendre pour assurer le bon écoulement des eaux superficielles ;
- le cas échéant, les mesures éventuelles à prendre pour assurer l'épuration des eaux usées ;
- en cas de transformation d'une construction existante, de création d'un ou plusieurs logements, de la construction d'une véranda, d'un volume secondaire ou d'une annexe, la visualisation du projet reprenant les constructions à transformer, à démolir ou à construire, dressée à l'échelle de 1/100^e ou 1/50^e, qui figure :
- la vue en plan de chaque niveau ainsi que l'affectation actuelle et future des locaux ;
- les élévations,
- les matériaux de parement des élévations et de couverture des toitures, existants et futurs, ainsi que leurs tonalités ;
- les coupes transversales et longitudinales cotées qui comportent le niveau d'implantation du rez-de-chaussée, les niveaux du relief du sol existant et projeté et le profil des constructions contiguës ainsi que la composition exacte des parois et de la toiture, l'indication des conduits de fumée et de ventilation ;
- le cas échéant, les calculs justifiant du respect du critère de salubrité visé à l'article 3.5° du Code wallon du logement et de l'habitat durable et portant sur l'éclairage naturel ;
- en cas de placement d'enseignes ou de dispositif de publicité, d'une ou plusieurs installations fixes ou mobiles ou du placement d'un ou plusieurs modules de production d'électricité ou de chaleur :
- la vue en plan de l'installation ou du module ;
- la vue en élévation de l'installation ou du module ;
- l'indication des matériaux et leur tonalité ;
- pour les enseignes et les dispositifs de publicité, l'indication du lettrage utilisé et, le cas échéant, de l'éclairage ;
- en cas de démolition d'une construction ou d'une installation :
- la vue en plan de la construction ou de l'installation concernées ;
- au moins trois prises de vue significatives de la construction ou de l'installation concernées ;

Cadre 14 - Signatures

Je m'engage à solliciter les autorisations ou permis imposés, le cas échéant, par d'autres lois, décrets ou règlements.

Signature du demandeur ou du mandataire

.....

Extrait du Code du Développement Territorial

Art. D.IV.33

Dans les vingt jours de la réception de l'envoi ou du récépissé de la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 :

1° si la demande est complète, le collège communal ou la personne qu'il délègue à cette fin, ou le fonctionnaire délégué envoie un accusé de réception au demandeur. Il en envoie une copie à son auteur de projet;

2° si la demande est incomplète, le collège communal ou la personne qu'il délègue à cette fin, ou le fonctionnaire délégué adresse au demandeur, par envoi, un relevé des pièces manquantes et précise que la procédure recommence à dater de leur réception. Il en envoie une copie à son auteur de projet. Le demandeur dispose d'un délai de 180 jours pour compléter la demande ; à défaut, la demande est déclarée irrecevable. Toute demande qualifiée d'incomplète à deux reprises est déclarée irrecevable.

Lorsque le collège communal ou la personne qu'il délègue à cette fin n'a pas envoyé au demandeur l'accusé de réception visé à l'alinéa 1er, 1° ou le relevé des pièces manquantes visé à l'alinéa 1er, 2° dans le délai de vingt jours, la demande est considérée comme recevable et la procédure est poursuivie si le demandeur adresse au fonctionnaire délégué une copie du dossier de demande qu'il a initialement adressé au collège communal, ainsi que la preuve de l'envoi ou du récépissé visé à l'article D.IV.32. Le demandeur en avertit simultanément le collège communal. À défaut d'envoi de son dossier au fonctionnaire délégué dans les trente jours de la réception de l'envoi ou du récépissé de la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 visés à l'article D.IV.32, la demande est irrecevable. Lorsque, dans le même délai de trente jours, le collège communal n'a pas informé par envoi le fonctionnaire délégué du délai dans lequel la décision du collège communal est envoyée, le fonctionnaire délégué détermine lui-même ce délai sur base du dossier et des consultations obligatoires. Ce délai s'impose au collège communal, qui en est averti par envoi.

Lorsque le fonctionnaire délégué n'a pas envoyé au demandeur l'accusé de réception visé à l'alinéa 1er, 1° ou le relevé des pièces manquantes visé à l'alinéa 1er, 2° dans le délai de vingt jours, la demande est considérée comme recevable et la procédure est poursuivie.

Art. R.IV.26-1

(...)

Lorsque la demande de permis couvre des objets distincts qui nécessitent des formulaires différents, ceux-ci sont annexés au dossier et forment une seule demande de permis.

Art. R.IV.26-3

Moyennant accord préalable de l'autorité compétente ou de la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou du fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16, le demandeur peut produire les plans à une autre échelle que celles arrêtées.

À titre exceptionnel, l'autorité compétente ou la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou le fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 peut solliciter la production de documents complémentaires si ceux-ci sont indispensables à la compréhension du projet. Ces documents complémentaires sont mentionnés dans le relevé des pièces manquantes visé à l'article D.IV.33, alinéa 1er, 2°.

Le nombre d'exemplaires à fournir est fixé dans les annexes 4 à 11 visées à l'article R.IV.26-1.

Les communes peuvent adapter les annexes 4 à 11 dans le cadre de l'application de la réglementation relative à la protection des données personnelles qui les concerne et pour cette seule fin, et ajouter au formulaire adapté le nom de la commune et son logo.

Lorsque l'autorité compétente ou la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou le fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 sollicite des exemplaires supplémentaires auprès du demandeur, elle le mentionne dans le relevé des pièces manquantes visé à l'article D.IV.33, alinéa 1er, 2°. Le nombre de ces exemplaires complémentaires ne peut dépasser celui des avis à solliciter.

L'autorité compétente ou la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou le fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 peut inviter le demandeur à communiquer l'exemplaire supplémentaire sur support informatique en précisant le format du fichier y relatif.

Protection des données

L'exigence de fourniture de données à caractère personnel a un caractère réglementaire.

Conformément à la réglementation en matière de protection des données et au Code du développement territorial (CoDT), les informations personnelles communiquées ne seront utilisées par la Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du territoire, du Logement, du Patrimoine et

de l'Energie du Service public de Wallonie, si la demande est introduite auprès d'un fonctionnaire délégué, ou par la commune, si la demande est introduite auprès d'une commune, qu'en vue d'assurer le suivi de votre dossier.

Ces données ne seront communiquées qu'aux autorités, instances, commissions et services prévus dans le CoDT, et particulièrement son livre IV. Le SPW ou la commune peut également communiquer vos données personnelles à des tiers si la loi l'y oblige ou si le SPW ou la commune estime de bonne foi qu'une telle divulgation est raisonnablement nécessaire pour se conformer à une procédure légale, pour les besoins d'une procédure judiciaire.

Ces données ne seront ni vendues ni utilisées à des fins de marketing.

Elles seront conservées aussi longtemps que le permis ou le certificat d'urbanisme est valide. Pour les permis ou certificats d'urbanisme périmés, les données électroniques seront conservées sous une forme minimisée permettant au SPW ou à la commune de savoir qu'un permis ou certificat d'urbanisme vous a été attribué et qu'il est périmé.

Si la demande est introduite auprès d'un fonctionnaire délégué :

Vous pouvez gratuitement rectifier vos données ou en limiter le traitement auprès du fonctionnaire délégué.

Sur demande via un formulaire disponible sur l'ABC des démarches du Portail de la Wallonie, vous pouvez gratuitement avoir accès à vos données ou obtenir de l'information sur un traitement qui vous concerne. Le Délégué à la protection des données du Service public de Wallonie en assurera le suivi.

Monsieur Thomas Leroy

Fonction : Délégué à la protection des données du Service public de Wallonie

E-mail : dpo@spw.wallonie.be

Pour plus d'informations sur la protection des données à caractère personnel au SPW, rendez-vous sur l'ABC des démarches du Portail de la Wallonie.

Si la demande est introduite auprès d'une commune :

Vous pouvez gratuitement rectifier vos données ou en limiter le traitement auprès de la commune.

Vous pouvez gratuitement avoir accès à vos données ou obtenir de l'information sur un traitement qui vous concerne en contactant le responsable du traitement, le Délégué à la protection des données (ou Data Protection Officer- DPO) à l'adresse postale suivante :

le service du DPO mutualisé auprès de Privanot asbl, sous la responsabilité de Madame Aurélie Van der Perre, désignée en qualité de délégué à la protection des données.

- Adresse postale : rue de la Montagne, 30 à 1000 Bruxelles
- Email : info@privanot.be
- Numéro de téléphone : 02/500.14.15

Enfin, si dans le mois de votre demande, vous n'avez aucune réaction du SPW lorsque la demande est introduite auprès du fonctionnaire délégué, ou de la commune lorsque la demande est introduite auprès de la commune, vous pouvez introduire une réclamation sur le site internet de l'Autorité de protection des données (APD) : <https://www.autoriteprotectiondonnees.be/> ou contacter l'Autorité de protection des données pour introduire une réclamation à l'adresse suivante : 35, Rue de la Presse à 1000 Bruxelles ou via l'adresse courriel : contact@apd-gba.be

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du

Le Ministre-Président,

Willy BORSUS

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire,

Carlo DI ANTONIO

